

ENTRETIEN AVEC AL-ARABIYA

Thierry Meyssan : « La déstabilisation du Liban a été programmée de longue date »



Dans un entretien à la chaîne al-Arabiya, Thierry Meyssan revient sur les attentats du 11 septembre 2001, le rôle d'Al Qaïda et la théorie néoconservatrice du « complot islamique mondial ». Il présente aussi son analyse de l'assassinat de Rafic Hariri, de la « révolution des cèdres » et des menaces qui pèsent sur l'Iran et la Syrie, en expliquant que pour ce dernier pays l'opération est pilotée par David Satterfield au département d'État et Elliott Abrams au Conseil national de sécurité. Elle s'appuie par ailleurs sur un dispositif créé par la CIA autour de l'US Committee for a Free Lebanon de Ziad Abdelnour.

page 2

Wolfowitz se veut rassurant

TRIBUNES LIBRES
INTERNATIONALES

Alors que le plan Annan pour l'ONU est critiqué dans la presse internationale, l'administration Bush poursuit sa politique de remodelage du système internationale avec la nomination de Paul Wolfowitz à la tête de la Banque mondiale. Avant le vote, ce dernier se montre rassurant dans une interview au *Washington Post* et tente de faire oublier son image de théoricien de la suprématie états-unienne.

page 10

REPÈRE : 30 MARS 1930

Les morts sans nom du tunnel de Hawk's Nest

En 1930, en pleine dépression économique, la société Union Carbide lance le projet d'un tunnel de 3 km sous la montagne de Hawk's Nest pour détourner une rivière vers sa nouvelle usine chimique. Les délais du chantier sont très courts, mais le chômage permet d'embaucher en surnombre et à bas prix, notamment des noirs pauvres, pour les travaux pénibles de creusement. Les conditions de travail sont telles, qu'en deux ans, 476 ouvriers (sur 800) meurent de silicose ou d'épuisement. Les syndicats et le Congrès réclament une enquête. Union Carbide, qui ne veut surtout pas retarder le chantier, ordonne alors aux contremaîtres d'embaucher de préférence des migrants anonymes et de faire disparaître leur corps en cas d'accident. On retrouvera une centaine de cadavres dans une fosse sur le site, d'autres seront enterrés dans les gravats du tunnel ou jetés à la rivière. La commission d'enquête avancera le chiffre de 764 morts, ce qui fait de Hawk's Nest la pire catastrophe industrielle des États-unis. ■



CONCENTRATION MILITAIRE AUTOUR DE L'IRAN

Le président afghan Hamid Karzai vient d'autoriser la construction de neuf nouvelles bases militaires US dans les provinces d'Herat, Helmand, Nirmouz, Balkh, Khost et Paktia. Elles s'ajoutent non seulement à celles déjà construites dans le pays, mais aussi à celles du Kirghistan et d'Ouzbékistan, sans compter au Pakistan la récente cession de l'aéroport de Jacobabad par le président Pervez Mousharraf. Ainsi se trouvera complété à l'Est de l'Iran le déploiement déjà effectif à l'Ouest en Irak, au Koweït et au Qatar. Il faudra environ 9 mois et 30 000 hommes aux États-Unis pour terminer leur dispositif d'encercllement militaire de l'Iran. ■

Entretien avec al-Arabiya

Thierry Meyssan : « La déstabilisation du Liban a été programmée de longue date »

Dans un entretien à la chaîne al-Arabiya, Thierry Meyssan revient sur les attentats du 11 septembre 2001, le rôle d'Al Qaïda et la théorie néoconservatrice du « complot islamique mondial ». Il présente aussi son analyse de l'assassinat de Rafic Hariri, de la « révolution des cèdres » et des menaces qui pèsent sur l'Iran et la Syrie, en expliquant que pour ce dernier pays l'opération est pilotée par David Satterfield au département d'État et Elliott Abrams au Conseil national de sécurité. Elle s'appuie par ailleurs sur un dispositif créé par la CIA autour de l'US Committee for a Free Lebanon de Ziad Abdelnour.



Al-Arabiya : *Vous avez commencé une enquête journalistique sur le 11 Septembre dans une série de livres, dont le plus important était « L'Effroyable*

imposture ». À quels résultats avez-vous abouti au cours des derniers mois ? Y a-t-il de nouveaux éléments qui projettent une lumière sur ces événements ? Les revendications successives de Ben Laden sur le 11 Septembre, et ses activités continues n'ont-elles pas démenti votre conclusion sur la responsabilité d'un autre camp qu'Al-Qaïda dans ces attaques ?

Thierry Meysan : Les attentats du 11 Septembre ne sont que le point de départ d'une politique qui était préparée depuis longtemps et dont nous voyons tous les jours de nouveaux développements. Mon travail porte sur cette politique dans son ensemble. Je ne me suis intéressé aux attentats que pour la comprendre, parce qu'ils en sont « l'acte fondateur ».

Au cours des trois dernières années, nous avons amassé une grande quantité d'informations nouvelles sur ces attentats, mais ce n'est au fond qu'une accumulation de détails. Ils sont tous compatibles avec ma thèse, rarement avec la version officielle. Certains sont ahurissants comme le fait que le matin du 11 Septembre 2001, une agence militaire des USA organisait un exercice dont le scénario était : que ferions-nous si un avion de ligne s'écrasait sur le Pentagone ? Un scénario qui avait été conçu des mois auparavant par un officier de l'armée de l'air, passé entre temps dans le secteur privé, et qui justement pilotait ce jour là l'avion dont on prétend qu'il se serait écrasé sur le Pentagone, mais dont on a retrouvé aucune trace.

Des auteurs comme Bruno Cardenosa en Espagne ou Michael C. Ruppert aux États-Unis ont publié des ouvrages exhaustifs sur ces éléments. De son côté, la Maison-Blanche a désigné une commission d'enquête indépendante du Congrès. Elle a procédé à des auditions, dont les plus importantes étaient à huis-clos, et a rendu un rapport. Celui-ci a été salué par la critique comme un événement littéraire et non comme un travail rigoureux d'enquête. Le professeur David Ray Griffin en a dressé une analyse implacable dans laquelle il a mis en lumière toutes les questions que les gens se posent et auxquelles la « commission indépendante du Congrès » a évité de répondre. C'est au fond là l'information la plus importante : trois ans après les attentats, les autorités US n'ont toujours pas réussi à présenter une version unique et crédible des faits. Le timing établi par la Commission présidentielle est différent de celui établi par les commissions du Congrès. On n'a toujours pas clarifié les points les plus importants : on ne sait pas comment le FBI a établi sa liste nominative des prétendus pirates de l'air. Et il refuse toujours d'établir les actes de décès des ces gens, d'autant que nous savons que certains n'étaient pas dans les avions et sont toujours vivants. Autre exemple : une commission d'ingénieurs a rendu un rapport expliquant que l'effondrement de la Tour n°7 du World Trade Center, dans l'après-midi, était dû à la déstabilisation de ses fondations en raison de l'onde de choc provoqué par l'effondrement des Twin Towers le matin. Mais depuis, le propriétaire de la Tour n°7 a déclaré à la télévision qu'il avait donné l'ordre de la détruire pour éviter qu'elle ne s'effondre latéralement sur d'autres bâtiments. Il a ainsi admis que cette tour était piégée, que des explosifs y étaient placés à l'avance, et que ce sont les autorités US qui les ont activés. Un milliardaire états-unien, Jimmy Walters, qui est lui-même ingénieur en bâtiment, a offert une prime de 1 million de dollars à qui trouverait une explication scientifique crédible de l'effondrement si rapide des Twin Towers compatible avec la version officielle. Personne ne lui a réclamé cet argent, et

surtout pas les fonctionnaires qui ont inventé la version officielle.

Un sondage de Zogby International a montré que plus de la moitié des New Yorkais ne croient plus la version officielle et sont persuadés que, au minimum, l'administration Bush savait tout à l'avance et a volontairement laissé commettre ces crimes.

Quand à Oussama Ben Laden, personne ne sait ce qu'il vient faire là dedans. Certes, il a été accusé et il a revendiqué les attentats. Mais aucun des liens précis qui avaient été évoqués entre lui et les attentats n'a pu être prouvé. Aucun. George W. Bush nous annonçait qu'il allait le traduire en justice. Il a même fait la guerre en Afghanistan prétendument pour l'arrêter. Et puis rien. Nous n'avons aucune certitude qu'il soit même encore vivant, bien que sa voix et son image apparaissent encore à la télévision pour revendiquer tout et n'importe quoi. En janvier 2005, l'ancien numéro 2 du KGB, Leonid Chebarchine, a déclaré qu'il fallait en finir avec cette mascarade, que les services secrets du monde entier savent que Ben Laden est un agent de la CIA, pas seulement il y a vingt ans, mais toujours aujourd'hui. D'ailleurs faites le bilan de son action : Ben Laden n'a rien apporté à la cause qu'il prétendait servir, au contraire il a donné une image sanglante de l'islam, il n'a servi qu'à justifier l'impérialisme des néoconservateurs états-uniens.

Al-Arabiya : Quel est le destin qui attend à votre avis, les leaders d'Al-Qaïda et les Talibans ? Cela d'autant plus que la majorité d'entre eux sont encore en liberté et on ne sait pas où ils sont ?

Thierry Meyssan : Comme je l'ai souvent écrit, Al Qaïda n'est pas une organisation structurée, c'est un nom générique par lequel les États-Unis désignent toutes sortes de choses différentes sans liens entre elles. Il est ridicule d'attribuer aux mêmes individus l'attaque du Pentagone et l'explosion d'une bombe dans une boîte de nuit à Bali.

Si l'on souhaite parler de l'organisation d'Oussama Ben Laden, on doit admettre que ce que l'on en a trouvé est bien rudimentaire. Dans une conférence de presse, en janvier 2001, M. Rumsfeld a prétendu que Ben Laden s'appêtait à lancer un satellite depuis sa base spatiale en Afghanistan. Au cours de la guerre d'Afghanistan, le Times de Londres a publié des schémas des complexes souterrains de Ben Laden, de vraies villes-bunker, et toute la presse occidentale les a repris. Puis, il y a eu la guerre. On n'a jamais trouvé ni base spatiale, ni complexe souterrain, juste des masures en torchis.

Les Talibans étaient tout aussi misérables. C'était une confrérie sectaire et obscurantiste. Ils n'ont jamais attaqué les États-Unis et ceux-ci n'avaient pas le droit de leur faire la guerre. Il fallait certainement les renverser, mais pas en bombardant les populations. Aujourd'hui les Talibans se sont fondus dans la population pakistanaise et afghane et plus personne ne s'en soucie.

Il existe par contre un mouvement intellectuel islamiste radical qui glorifie l'usage de la violence et amalgame juifs et sionistes, chrétiens et croisés. Il est dangereux parce que ses analyses sont erronées et qu'il détourne des jeunes gens vers des méthodes indignes et des actions stériles. Il faut y répondre avec

patience en réfutant ses arguments et en proposant de plus nobles idéaux à ses adeptes. Pas en ajoutant de la violence à la violence.

Al-Arabiya : Quelques analystes politiques vous ont gravement critiqué, en vous accusant de tomber dans le piège de l'idée du complot, et qu'en fait votre livre n'est qu'un rassemblement d'hypothèses qui n'ont pas de base. Pourquoi ne leur répondez-vous pas ?

Des auteurs français, reprenant à leur compte les insultes lancées contre moi par Daniel Pipes aux États-Unis, m'ont accusé de céder à la « théorie du complot » et d'entretenir les fantasmes d'un monde arabe archaïque qui rejeterait sur l'Occident la responsabilité de son échec. C'est le monde à l'envers. Ce que l'on appelle en sociologie la « théorie du complot », c'est un mécanisme intellectuel qui vise à expliquer des événements disparates par une cause unique, cachée et invérifiable. Les régimes fascistes ont utilisé la théorie du complot pour fuir leurs responsabilités et stigmatiser des groupes de populations. Par exemple, le IIIe Reich a prétendu que tous les problèmes de l'Allemagne venaient des juifs, puis il les a discriminés, puis il les a exterminés. Pour ma part, je ne cherche pas à expliquer tous les maux de la terre en rendant responsable le complexe militaro-industriel US. Par contre, l'administration Bush tente d'expliquer tous les attentats partout dans le monde en les attribuant à un « complot islamique mondial ». Quand il y a une panne d'électricité aux États-Unis, le gouvernement ne dit pas que c'est à cause de la libéralisation sauvage de cette industrie, mais parce que c'est la faute à Ben Laden. Quand le peuple irakien résiste à l'envahisseur, on ne dit pas qu'il lutte pour son indépendance, mais que c'est la faute à Ben Laden. Etc.

De même, je ne comprends pas cette affirmation selon laquelle le monde arabe serait friand de la « théorie du complot » et utiliserait mes travaux pour nier sa responsabilité dans ses propres échecs. D'abord le monde arabe est vaste et divers. Il faut être bien ignorant pour ne pas voir de différence entre le Maroc et les Émirats. Ensuite, mes travaux ont reçu le même accueil partout dans le monde. Alors on me dit aussi que leur succès en Amérique latine s'explique parce que les Sud-Américains s'imaginent toujours qu'ils sont victimes de complots yankees, etc.

Les mêmes auteurs m'accusent de minimiser le danger islamiste et d'endormir la vigilance des Occidentaux. Il y a bien un danger de quelques fanatiques musulmans, mais l'islam n'est pas un danger, c'est une religion de tolérance. L'Occident est bien en danger, pas à cause de quelques fanatiques musulmans qui le menaceraient de l'extérieur, mais parce qu'il accepte à l'intérieur le leadership des neoconservateurs qui le poussent à commettre de nouveaux crimes. Je ne crois pas que les autres soient responsables de nos erreurs. Je ne crois pas au mythe du « complot islamique mondial ». Je pense que nous pouvons vivre ensemble en paix, et je me bats pour cela.

Al-Arabiya : Recevez-vous encore des menaces de mort ? Quelle est la réalité des risques concernant votre vie ? Est-ce que cela vous poussera à renoncer à développer votre thèse ?

Thierry Meyssan : C'est trop tard pour reculer.

Al-Arabiya : Après ces attentats aux États-Unis, la campagne de discrimination contre tout ce qui est islamique dans le monde n'a pas cessé et, ce qui est étonnant, en Europe récemment on retrouve aussi ce climat qui gêne les musulmans, en France, en Allemagne et en Hollande, cela se manifeste par des réactions individuelles. Pensez-vous que cela n'est en fait qu'une continuation de la même politique, cette fois menée par l'Europe ? Et pourquoi ?

Thierry Meyssan : Dans un rapport de prospective du Pentagone, rédigé par Paul Wolfowitz à la demande de Dick Cheney juste après la Guerre du Golfe, il est indiqué que les États-Unis assignent à l'Europe la fonction de soutenir leur économie et au monde arabe celle de fournir de l'énergie. Pour nous dominer tous à la fois, il faut nous diviser et nous opposer. Dans ce but, des stratèges néoconservateurs, Bernard Lewis, Samuel Huntington et d'autres, ont imaginé de provoquer une « guerre des civilisations » et de nous persuader qu'elle est une fatalité. Les États-Unis font donc aujourd'hui tout ce qu'ils peuvent pour créer des tensions qui rendent impossible de vivre ensemble et conduisent les populations à se séparer.

En France, un homme politique qui s'est allié aux États-Unis et à Israël pour mener carrière, Nicolas Sarkozy, a obligé les organisations musulmanes à entrer dans un Conseil national, puis a provoqué toute cette histoire du voile islamique. Il a trouvé un certain écho chez mes compatriotes, mais pas trop quand même. Pour le moment, il s'occupe surtout de gêner le président Chirac.

Al-Arabiya : Comment analysez-vous l'assassinat de l'ex-Premier ministre libanais Rafic Hariri ? À qui profite-t-il ? Pensez-vous que cela se terminera par le désarmement du Hezbollah à l'avenir ? Et comment envisagez-vous le futur proche du Liban ?

Thierry Meyssan : Rafic Hariri était l'homme du compromis. Il avait de nombreux amis opposés à la Syrie et jouait auprès d'eux le rôle d'un ministre des Affaires étrangères délégué de la Syrie. Il entretenait de bonnes relations avec tout le monde au point de devenir l'homme clef du maintien de la paix intérieure du Liban. Il en a profité pour accumuler une fortune personnelle, mais personne ne lui en voulait parce qu'il rendait service à tous. Ceux qui l'ont tué, l'ont fait pour déstabiliser le Liban et provoquer la guerre. Ce ne sont donc ni des gens qui servent les intérêts du Liban, ni des gens qui servent les intérêts de la Syrie.

Depuis 1954, Israël souhaite démanteler le Liban, y créer un État maronite et s'annexer le reste du territoire. Depuis 2003, les États-Unis souhaitent utiliser le Liban comme moyen de pression sur la Syrie pour contraindre Damas à accepter la perte du Golan et à cesser de soutenir la résistance palestinienne. Ces deux pays sont les seuls qui tirent profit de la mort de Rafic Hariri.

La déstabilisation du Liban a été programmée de longue date. Elle est pilotée par David Satterfield au département d'État et Elliott Abrams au Conseil national de sécurité. Elle s'appuie sur un dispositif créé par la CIA autour de l'US Committee for a Free Lebanon de Ziad Abdelnour.

Pour le moment, il s'agit de tenter un coup d'État livré en kit. Washington applique les mêmes méthodes qu'en Yougoslavie, en Géorgie, au Venezuela, en Ukraine, en Biélorussie, en Haïti, au Kirgistan et au Zimbabwe. Les gens n'en peuvent plus de la guerre civile et des accords de Taëf. Pour eux, « ça suffit ! ». La nouvelle génération, qui n'a pas connu la guerre civile, n'a aucune raison de vouloir la présence syrienne qui y a mis fin. Cette volonté de tourner la page, de commencer une ère nouvelle, s'exprime à l'occasion de la mort d'Hariri avec laquelle il n'a pas de rapport direct. Mais cet attentat rappelle la guerre civile alors même qu'Hariri n'était pas une personnalité de cette période. C'est la goutte d'eau qui fait déborder le vase. Les agitateurs des ONG états-uniennes entretiennent ce sentiment et campent sur la place des Martyrs, à Beyrouth, et manipulent le deuil pour empêcher toute réflexion sur l'avenir du Liban. Ils expliquent aux gens que les autorités sont illégitimes et qu'il faut cesser de leur obéir. Ils diffusent des sondages bidons qui assurent que si Hariri s'était présenté aux législatives, il aurait emporté une large majorité, ce qui au vu des dernières élections municipales est une farce. Ils contestent à l'avance la sincérité des élections prévues en mai. Encore quelques semaines de cette agitation et tout l'État s'effondrera comme un château de cartes, sans projet de remplacement. La population aura alors peur du chaos et les États-Unis pourront placer qui ils voudront à la tête du pays. On découvrira alors de vraies preuves de l'implication d'Hafez el-Assad dans l'assassinat de personnalités libanaises par le passé, puis on trouvera de fausses preuves de la responsabilité de son fils dans l'assassinat d'Hariri en déclarant qu'il est coupable aujourd'hui parce que son père l'était hier. On saisira le Conseil de sécurité de l'ONU et l'on placera la Syrie en accusation. Car l'un des buts de toute cette manœuvre est d'utiliser la Liban comme porte d'entrée dans la Syrie.

Enfin, c'est le scénario tel qu'il est prévu, mais c'est compter sans le Hezbollah. Le Hezbollah a gagné les élections municipales, il est représenté au Parlement et il a réuni près d'un million et demi de manifestants à Beyrouth, mais la presse atlantiste feint d'ignorer son évolution et continue à le présenter comme un groupuscule terroriste. Le Hezbollah n'a pas vocation à rester un groupe armé, mais c'est lui qui a défendu le Liban face à Israël et il n'abandonnera pas le pays. Il ne renoncera aux armes que lorsque l'armée libanaise aura été totalement reconstituée et sera apte à défendre seule le pays. Il n'abandonnera pas non plus la pays aux mains de quelques immigrés libanais corrompus par le département d'État.

Al-Arabiya : Il y a énormément de questions qui sont posées sur les activistes islamistes accusés d'être derrière les attentats du 11 septembre. La plus importante est « Pourquoi a-t-on baissé le regard devant Hassan Al-Tourabi » ?

Thierry Meyssan : Je suis très heureux que vous posiez cette question qui est totalement occultée dans la presse occidentale. Hassan Al-Tourabi était l'alter ego d'Oussama Ben Laden. Dans leur tandem, c'était lui qui était chargé des relations extérieures, bien qu'il n'ait jamais été un grand diplomate. Il était reçu partout dans le monde, jusqu'au Vatican. C'est pourquoi, il est difficile aujourd'hui de le diaboliser : il n'y a pas de photos d'Oussama Ben Laden avec les grands de ce monde, mais il y en a beaucoup d'Hassan Al-Tourabi. En réalité, tous deux n'ont jamais fait que défendre les intérêts de Washington,

surtout lorsqu'ils clamaient le contraire, car leur rôle était alors de stériliser toute opposition arabe à l'impérialisme états-unien.

Al-Arabiya : En analysant tous les arguments développés jusqu'à présent, croyez-vous que l'étape américaine suivante sera une attaque militaire contre l'Iran ? Et qu'en sera-t-il pour la Syrie ?

Thierry Meyssan : George W. Bush a annoncé son intention de « remodeler le Grand-Moyen-Orient ». Concrètement cela signifie détruire les États actuels, redéfinir les frontières et les gouvernements, contrôler les populations et faire main basse sur le gaz et le pétrole. Les États-Unis habillent leur dessein colonial d'une rhétorique de « démocratisation ». Nous autres, Européens, avons déjà commis ces mêmes crimes, mais nos arrières grands-parents parlaient de « civiliser » les peuples qu'ils opprimaient. Nous avons compris nos erreurs, les États-Unis ont simplement un siècle de retard.

Le Pentagone se prépare à attaquer la Syrie et l'Iran. Mais la CIA pense être capable de renverser les gouvernements de ces pays sans recours à l'action militaire. En réalité, le Pentagone est hésitant : la Syrie n'a pas les moyens de se défendre, mais elle peut agir en rétorsion contre Israël ; l'Iran a acquis des missiles stratégiques russes, il pourrait couler un super tanker dans le Golfe, bloquer le trafic pétrolier et l'économie mondiale ; il pourrait aussi couler un porte-avion US. Attaquer l'Iran et la Syrie, c'est évidemment plus compliqué que d'envahir un pays déjà mis à genoux par deux guerres et douze ans d'embargo.

Al-Arabiya : Les estimations et les analyses des experts concernant les attaques terroristes en Arabie Saoudite, au Koweït sont très divergentes. Est-ce que cela veut dire qu'Al-Qaïda est en train de d'élargir son terrain d'activité aux pays du Golfe ? Et croyez-vous à des attaques immenses qui viseraient les puits pétroliers dans cette région ?

Thierry Meyssan : Cette divergence est normale, parce que Al Qaïda en tant qu'organisation islamique mondiale n'existe pas et que tout le monde emploie cette expression avec des sens différents. Ce sont des groupes distincts qui ont agi en Arabie saoudite et au Koweït, bien sûr, ils ont en commun de se réclamer d'un même extrémisme idéologique, mais ça n'en fait pas une organisation transnationale et ça ne les lie pas aux autres problèmes du monde. Ces groupes n'ont pas la capacité de vastes attaques contre les puits de pétrole du Golfe, mais les États qui les manipulent, le peuvent.

Le prince régent Abdallah a lui-même nommé désigné ces États pour ce qui est des groupes agissant en Arabie saoudite. Ceux qui font la guerre pour s'approprier le pétrole irakien et sont prêts à déclencher de nouvelles guerres pour s'emparer du pétrole iranien utilisent leurs services secrets pour faire pression sur les États pétroliers « amis » qui veulent réévaluer le montant des royalties payées par les compagnies étrangères.

Les États-Unis consomment deux fois plus d'énergie par habitant que l'Union européenne. George W. Bush a déclaré : « Notre mode de vie n'est pas négociable ». Or, le marché mondial du pétrole est en train de s'inverser. La

demande devient supérieure à l'offre au moment même où l'exploitation de nouveaux gisements devient plus onéreuse. Les États développés deviennent des prédateurs pour alimenter leur économie. Ils convoitent d'abord les ressources énergétiques de leurs ennemis, puis celles de leurs amis. Aucune amitié ne résiste à cela.

Al-Arabiya : Enfin permettez-moi une dernière question. Elle concerne le bénéfice matériel et moral que vous avez gagné grâce à la vente de votre livre ? Quelques-uns parlent d'une énorme fortune que vous auriez rapporté la vente de votre livre qui en fait serait la seule cause qui vous pousserait à aborder ces sujets très sensibles. Comment répondez vous à ces allégations ?

Thierry Meysan : Le succès mondial de mes livres a rapporté beaucoup d'argent. Encore qu'il faut avoir un ordre de grandeur : un livre à l'échelle internationale rapporte moins qu'un disque à l'échelle nationale. Cet argent je ne l'ai pas utilisé pour moi, mais pour financer -avec d'autres- et développer l'association que je préside, le Réseau Voltaire. J'ai rassemblé autour de moi des militants et des intellectuels. J'ai créé diverses structures, en Europe, dans le monde arabe et en Amérique latine, qui perçoivent directement ou indirectement mes droits d'auteur. Elles éditent des sites d'information et d'analyse en plusieurs langues.

J'ai toujours consacré mon travail à mes idées, sans me préoccuper ni de ma carrière, ni de mon standing de vie. Il se trouve qu'un succès de librairie m'a permis de disposer de moyens financiers pour diffuser mes idées. Cela n'a rien changé dans ma vie. Je ne me suis acheté ni voitures, ni maisons. Je ne suis pas parti m'installer sur une plage paradisiaque. J'ai continué à travailler 70 heures par semaines et à publier des articles. Maintenant, le bulletin que j'édite quotidiennement rencontre l'intérêt des gens et particulièrement des responsables politiques. Il sera disponible gratuitement en arabe par e-mail à partir du mois prochain. Des gouvernements me consultent à propos de mes analyses de la situation internationale. Je suis fier de voir qu'ils tiennent souvent compte de mes rapports et de retrouver, dans tel ou tel discours officiel, des points de vue et des formules que je leur ai présentés.

Ma seule motivation, c'est de lutter pour la paix et la liberté. On peut douter de l'efficacité d'un simple intellectuel pour une telle ambition, mais je ne pense pas que mon action laisse le moindre doute sur ma sincérité.

Al-Arabiya : Monsieur, après ces questions, permettez-moi de vous présenter mes salutations chaleureuses pour vous et toute l'équipe du Réseau Voltaire. Au revoir.

Wolfowitz se veut rassurant

Analyse

Tandis que les sondages annonçant une victoire du « non » au référendum français sur le Traité constitutionnel européen se multiplient, le gouvernement de Jean-Pierre Raffarin se mobilise afin de faire campagne pour le « oui » selon une division du travail précise.

C'est au ministre de l'Éducation, François Fillon, qui avait appelé à voter « non » au Traité de Maastricht en 1992, qu'échoit la tâche de rassembler ses amis UMP de l'époque et de publier avec eux un texte pour convaincre les « souverainistes ». Dans un appel publié par *Le Figaro*, ils affirment ensemble que le Traité constitutionnel lève les réticences qu'ils avaient sur la construction européenne en 1992. Alors que le Traité de Maastricht produisait une Europe technocratique et la possibilité de construire une fédération européenne, le projet constitutionnel créerait un système politique démocratique fondé sur les États. En outre, l'élargissement à 25 mettrait fin à toute possibilité de constituer les États-Unis d'Europe tout en offrant la possibilité de former des partenariats renforcés.

Pour désamorcer les craintes de ceux qui redoutent un texte trop libéral, la parole est donnée à l'alibi social du gouvernement français, le ministre des Affaires sociales, Jean-Louis Borloo. Dans une interview également publiée par *Le Figaro*, il s'appuie sur certains passages de la Charte des Droits fondamentaux pour mettre en avant le progrès que représenterait ce texte. Il oublie toutefois de citer les passages du titre III qui contredisent ces avancées, un titre III dont il ne fait même pas mention.

Enfin, c'est au ministre des Affaires étrangères, Michel Barnier, qu'incombe la tâche de s'attaquer aux partisans du « non » au référendum. Dans *Le Monde*, il dénonce les « contrevérités » des partisans du « non » et en choisit trois : le lien entre la Constitution et la directive Bolkestein, celui entre l'adhésion de la

Turquie et ce texte et la possibilité d'une relance de l'Europe par la victoire du « non ». Il associe ces trois arguments à l'extrême gauche ou à l'extrême droite et assimile donc les partisans du « non » aux extrêmes du spectre politique national, espérant sans doute ainsi effrayer les lecteurs du quotidien de référence des élites françaises.

Jack Lang et Olivier Duhamel, respectivement ancien ministre de la Culture et de l'Éducation nationale et ancien membre de la Convention européenne, tout deux partisans socialistes du Traité constitutionnel, adoptent la même approche que M. Barnier dans *Libération*. Eux aussi accusent les partisans du « non » de contre-information et dénoncent l'emploi de mensonges qui seraient martelés dans les médias. On pourra s'étonner des exemples choisis puisqu'il s'agit d'arguments qui, à notre connaissance, ont été peu utilisés. Les deux auteurs s'appuient sur eux cependant pour exiger que les médias soient rigoureux quand à la véracité des informations transmises. Il est donc demandé que des entreprises médiatiques appartenant à de grands groupes privés ou dépendant de la tutelle de l'État se posent en juges du débat public. Les auteurs critiquent également les médias qui donneraient trop d'échos aux partisans du « non ». On rappellera toutefois que le Conseil supérieur de l'audiovisuel français a posé comme règle durant la campagne une stricte égalité de temps de parole entre partis et non entre partisans du « oui » et du « non ». Cette mesure donne un temps d'antenne largement supérieur aux responsables soutenant le Traité constitutionnel. Il en est de même pour la règle de financement des campagnes fixée par les autorités compétentes.

Dans leurs argumentaires en faveur du texte, les partisans du « oui » évitent toute mention des articles liant la défense européenne à l'OTAN ou plaçant la concurrence « libre et non-fauscée » au centre du projet européen, bien qu'il y soit fait souvent référence dans les arguments de leurs adversaires.

Pendant que les Européens, et surtout les Français, débattent des règles régissant l'Union européenne, les États-Unis travaillent à la redéfinition des institutions internationales. Cette situation a poussé le secrétaire général de l'ONU, Kofi Annan, à rédiger un rapport proposant des réformes pour son organisation. Ce texte trouve de nombreux opposants.

Inocencio Arias, ancien ambassadeur à l'ONU quand José-Maria Aznar était président du Conseil espagnol, le commente dans *El Periodico*. Il reconnaît les bonnes intentions du secrétaire général et se réjouit des appels contre la prolifération nucléaire et la dénonciation du terrorisme. En revanche, il dénonce l'accroissement du nombre de membres permanents du Conseil de sécurité qui se ferait au détriment de l'Espagne. Il s'agit là d'une position commune à de nombreuses puissances moyennes qui ne peuvent pas prétendre à un siège permanent et craignent une perte d'influence globale. Gianfranco Fini, le ministre italien des Affaires étrangères, avait par le passé identiquement **dénoncé cette extension.**

Les avocats républicains David B. Rivkin Jr. et Lee A. Casey, anciens membres du département de la Justice sous Bush père, condamnent eux aussi le plan Annan mais, c'est à la place même de l'ONU dans le monde qu'ils s'attaquent dans le *Los Angeles Times*. Sur la base d'une lecture extensive du droit à utiliser la force dans la Charte des Nations unies, ils estiment que l'organisation s'est arrogée trop de droits et qu'elle ne doit être qu'un simple lieu de débat, pas un

arbitre international. *In Fine*, ce qui est demandé, c'est que ce soit les États-Unis seuls qui décident quand l'usage de la force est justifié. Il s'agit d'une vision que **John Bolton**, nouvel ambassadeur des États-Unis à l'ONU, devrait défendre au sein de l'organisation.

Cette nomination controversée a été éclipsée par celle de **Paul Wolfowitz** à la présidence de la Banque mondiale. L'ancien secrétaire adjoint à la Défense a été élu à l'unanimité des membres du Conseil d'administration de la Banque, le 31 mars 2005. Conscient des craintes que son arrivée à ce poste suscite, le nouveau président a désamorcé les réticences dans une interview au *Washington Post*. Il affirme qu'il ne faut pas voir dans ce changement d'attributions une stratégie de l'administration Bush visant à transformer à son avantage le système international après la nomination de Bolton comme ambassadeur à l'ONU.

Tentant de faire oublier son image de théoricien de la suprématie états-unienne, il s'engage à travailler avec les Européens et à répondre de ses actes devant tous les États membres de la Banque. Il rappelle toutefois que son poste lui donne un poids important dans la propagation de la liberté dans le monde, dénomination politiquement correcte pour désigner à Washington l'installation de régimes amis dans les pays stratégiques. Il confirme de la sorte que la réduction ou l'abandon de la dette du tiers monde sera désormais conditionnée à une soumission politique.

Réseau Voltaire

un collectif d'élus UMP opposés au traité de Maastricht

François Fillon, Jean-Paul Anciaux, Michel Bouvard, Richard Dell'Agnola, Gérard Hamel, Roger Karoutchi, Alain Cousin, Daniel Guarrigue, Serge Vinçon, Michel Heinrich, Jean-Michel Couve, Eric Diard, Jean-Marie Guéreaux, Jean-François Legrand, Michel terrot, Dominique Braye, Jean-Pierre Nicolas, Alain Marty.

« Du non à Maastricht au oui à la Constitution »

Source : Le Figaro

Référence : « Du non à Maastricht au oui à la Constitution », par un collectif d'élus UMP opposés au traité de Maastricht, *Le Figaro*, 31 mars 2005.

Nous avons voté non à Maastricht ; nous voterons oui à la Constitution européenne. Nous mènerons campagne en patriotes, c'est-à-dire en responsables politiques qui croient en l'Europe mais qui n'attendent pas tout d'elle, qui veulent enraciner le projet européen sans déraciner la France. Nous nous engageons avec la ferme volonté de voir un jour notre continent incarner un modèle de civilisation ordonnant la mondialisation et équilibrant la puissance américaine. Nous avons été mis à l'index en 1992 et nous n'entendons pas dans cette campagne stigmatiser nos adversaires.

Nous nous opposons à Maastricht car ce traité créait une Europe technocratique. Or, sur ces points, la Constitution propose des avancées potentiellement décisives à condition que les États et les peuples s'en saisissent. Le renforcement du poids de la France au Conseil européen, l'accroissement du rôle du Parlement européen, la création d'un droit d'initiative populaire, l'affirmation du principe de subsidiarité placé sous le contrôle des Parlements

nationaux, tous ces éléments vont dans le bon sens. En articulant l'économie de marché au progrès social, en reconnaissant la nécessité des mécanismes de protection sociale, des services publics, de la cohésion territoriale, la Constitution peut être, par ailleurs, l'acte fondateur de l'Europe sociale de demain. Si nous ajoutons à tout cela le récent assouplissement du pacte de stabilité voulu et obtenu par le président de la République, nous estimons qu'il existe les ingrédients d'un contrepoids qui s'opposerait à la loi du marché. Nous devons tenir compte du fait que nous sommes désormais 25 et que l'Europe ne pourra plus devenir ni fédérale, ni intergouvernementale. Ni le fantasme des États-Unis d'Europe, ni l'impuissance de l'Europe des États ne pourront désormais voir le jour. Ce texte offre la possibilité de créer une Europe à géométrie variable, qui permettra à certains États d'aller plus loin sans exclusion de l'Union européenne les pays qui ne veulent pas se joindre à eux. Cette Europe à géométrie variable, nous l'avons défendue en 1992 au nom de la souplesse et de l'efficacité. Elle va désormais s'imposer.

Nous ne jetons pas l'opprobre sur les partisans du non et si le traité constitutionnel est rejeté, il n'y aura pas d'« apocalypse », mais les conséquences seront lourdes. Beaucoup de pays européens se détourneront de la France et trouveront dans la Grande Bretagne un nouveau leadership. L'Europe deviendra une simple zone de libre échange. Voter non à la Constitution, ce n'est pas dire oui à une autre Europe. On en restera aux traités de Maastricht et de Nice. L'Europe en restera à tout ce que les partisans du non, à tort ou à raison, rejettent. Notre oui n'est pas un « oui » politiquement correct, docile, résigné. Nous ne prétendons pas que cette Constitution puisse tout régler car, pour nous, l'aventure européenne reste la somme des volontés nationales.

Jean-Louis Borloo



Ancien avocat d'affaires (il fut l'avocat de l'ancien ministre et homme d'affaire Bernard Tapie) et ancien maire de Valenciennes (1989-2002), Jean-Louis Borloo est ministre de l'Emploi et de la Cohésion sociale.

« Ce traité est tout sauf libéral »

Source : Le Figaro

Référence : « Ce traité est tout sauf libéral », par Jean-Louis Borloo, *Le Figaro*, 31 mars 2005. Ce texte est adapté d'une interview.

Je suis convaincu qu'un très grand nombre de gens vont changer d'avis quant au référendum sur le traité constitutionnel, dans un sens comme dans l'autre. En ce début de campagne, les défenseurs du « oui » à ce texte ont cru que la victoire allait de soi et ils ont trop tardé à se construire un argumentaire solide. Pour relancer la campagne du « oui », il faut écouter les Français. Le débat n'appartient pas qu'aux formations politiques, nous devons entendre la voix des associations, des défenseurs des droits de l'homme, des droits des enfants, des défenseurs de la paix, de la laïcité et des Églises. Tous doivent défendre les valeurs du modèle démocratique européen, qui est peut-être une évidence à nos yeux, mais qui, à l'échelle de la planète, reste une exception. La campagne référendaire doit être la campagne des peuples européens. Ce traité est tout sauf un traité libéral. Pour la première fois, un texte européen

prend en compte le fait social. L'expression « cohésion sociale » y figure même. La véritable avancée du texte est dans l'affirmation d'un modèle social européen, fondé sur l'égalité des droits, l'égalité entre les hommes et les femmes, le droit à l'information des salariés, la lutte contre les discriminations, les droits de l'homme. C'est donc l'énoncé de valeurs communes à nos 25 démocraties. Quand la France est inquiète, elle a tendance à se retourner vers l'État. Du coup, tout ce qui est perçu, à tort ou à raison, comme affaiblissant l'État, comme remettant en cause la proximité des services publics, est rejeté. Il ne faut pas se tromper de débat, l'enjeu du référendum n'est pas de choisir le candidat à l'élection présidentielle, de désigner un nouveau gouvernement ou de remettre en cause l'organisation du Parti socialiste. De grâce, ne créons pas de débat de politique intérieure au sein du débat européen !

Michel Barnier



Ancien commissaire européen français chargé de la politique régionale et ancien président du groupe défense de la Convention européenne, Michel Barnier est ministre français des Affaires étrangères.

« Référendum : les contrevérités du non »

Source : Le Monde

Référence : « Référendum : les contre-vérités du non », par Michel Barnier, *Le Monde*, 31 mars 2005.

Le débat sur la Constitution européenne est frappé par une avalanche de contrevérités, déclenchée par ceux qui appellent les Français à voter non. Je ne condamne pas ce vote, même s'il n'est pas le mien, mais si des Français envisagent de voter non, autant que ce soit en connaissance de cause. Or, la gauche de la gauche et la droite de la droite se sont données le droit de mentir sans limites.

Passons sur le hooliganisme verbal qui autorise à comparer l'approbation de la Constitution européenne à la collaboration pétainiste. Cet exemple montre juste la violence verbale que s'autorisent les thuriféraires du non, une violence qui a failli devenir réelle à Guéret. Mais c'est probablement dans la contrevérité plus que dans l'injure que peut se lire la stratégie de campagne du non. Ces mensonges prennent plusieurs formes et j'ai envie d'évoquer trois d'entre elles :

► Première contrevérité : voter non, c'est refuser la directive sur la libéralisation des services, dite « Bolkestein ». La vérité est que le vote référendaire sera sans aucun effet sur ce projet de directive, fondé sur le bon vieux traité de Rome de 1957. Sauf à les croire affectés de troubles spatio-temporels, la mauvaise foi de ceux qui lient ces deux sujets est parfaite. La directive sur la libéralisation des services pourrait entrer en vigueur, Constitution européenne ou pas. Le gouvernement français n'a donc pas attendu pour faire son travail et rejeter ce texte. Les affirmations de M. de Villiers sur ce point sont donc sans fondement.

► Deuxième contrevérité : dire non à la Constitution, c'est dire non à l'entrée de la Turquie dans l'Union européenne. De toutes les contrevérités du moment, c'est sans doute la perle. Car il n'existe, ni en droit ni en fait, le moindre lien entre les deux sujets. Et pour cause : le texte de la Constitution européenne n'intéresse que les 25 pays membres de l'Union européenne, et il ne contient

rien qui ait trait spécifiquement à la Turquie. Les démagogues se servent de ce pays pour faire peur aux Français et utiliser cette émotion à leur profit.

► Troisième contrevérité : « J'aime l'Europe, je vote non ». Voilà le comble du nationalisme honteux : affirmer qu'un refus français pourrait précipiter une relance de la construction européenne. Le camp du non n'a pas de constitution de rechange, faute d'accord entre M. Le Pen et Mme Laguiller. La France du non serait une France muette en Europe, mais à part ça les anciens traités resteraient en activité et le grand soir n'aurait pas lieu.

Ces trois contrevérités - Bolkestein, Turquie, grand soir - ne sont que les éléments principaux d'une campagne plus vaste, extraordinairement dure, parfois haineuse. Je relisais, tout récemment, les discours prononcés avant le référendum sur le traité de Maastricht. Comme on est loin de l'éloquence passionnée, respectueuse, d'un Philippe Séguin ! Les Français ont droit à un vrai débat, digne, argumenté, objectif, qui ne porte que sur le seul enjeu du 29 mai : la Constitution européenne est-elle un bon texte pour l'avenir ?

Jack Lang, Olivier Duhamel



Jack Lang est député (PS) français et ancien ministre de la Culture et de l'Éducation nationale.



Ancien membre de la Fondation Saint-Simon, ancien député européen et ancien membre de la Convention européenne, Olivier Duhamel est professeur des universités à Sciences-Po et membre de la Convention pour les socialistes européens.

« La Constitution en vérité »

Source : Libération

Référence : « La Constitution en vérité », par Olivier Duhamel et Jack Lang, *Libération*, 29 mars 2005.

Si tous ont droit de défendre le non, lors du référendum du 29 mai prochain sur la Constitution européenne, il n'est en revanche pas admissible de propager des mensonges sur son contenu.

Tout d'abord, il est insultant de parler de « Constitution Giscard » et de traiter de « pingouins » les hommes de gauche qui ont participé à son élaboration. La déformation nationaliste choque particulièrement lorsqu'elle ne vient pas de la droite dure mais d'une gauche qui se prétend abusivement pro-européenne. Il faudrait de toute façon un journal entier pour dénoncer toutes les contrevérités accumulées mais nous allons revenir sur quatre exemples principaux. Ces mensonges sont assénés et non démentis par des animateurs de Talk shows qui n'y connaissent rien et voient surtout que le non issu des tripes fait plus d'audimat que le oui issu de la raison.

Parmi d'autres énormités, on a pu entendre que :

► La Constitution européenne permettrait le mariage pas le divorce. Mensonge éhonté. La charte (Partie II du texte constitutionnel) reprend et étend la liberté consacrée par la Convention européenne des droits de l'homme en 1950. En ne réduisant pas le droit au mariage à « l'homme et la femme », la charte permet même aux différents pays d'accorder le droit au mariage aux couples homosexuels.

► La Constitution supprimerait le droit à l'avortement en consacrant le droit à la vie (art. II-62). Affabulation grossière. La charte reprend ici littéralement le texte de la Convention européenne des droits de l'homme. Il n'a jamais entraîné restriction du droit à l'avortement. Cette question est de compétence nationale.

► L'Europe supprimerait la réduction du temps de travail et porterait la durée

maximale du travail à 68 heures hebdomadaires. La vérité est que la réglementation sur la durée maximale du travail est, elle aussi, l'affaire des États, pas de l'Europe. L'Union se contente de fixer des normes minimales afin de protéger la santé des travailleurs. Une directive européenne existe en la matière et la gauche européenne se bat pour en renforcer les exigences, mais il n'y a pas de rapport avec la Constitution soumise à ratification. Pourtant on veut nous refaire le coup de Bolkestein.

► La Constitution détruirait la laïcité. C'est ici l'article 70 qui est visé. « *Toute personne a droit à la liberté de pensée, de conscience et de religion. Ce droit implique la liberté de changer de religion ou de conviction, ainsi que la liberté de manifester sa religion ou sa conviction individuellement ou collectivement, en public ou en privé...* » Et l'expression « *en public* » d'être systématiquement stigmatisée par quelques intégristes de la laïcité.

Ces quatre mensonges « hénaurmes » sont martelés sur les plateaux de télévision pour bernier des citoyens de bonne foi qui ne peuvent pas se souvenir de tous les articles de la Constitution. Il est temps que les partisans du non qui se disent socialistes et démocrates cessent ces falsifications et que les médias fassent preuve de responsabilité quant à l'honnêteté de l'information.

Inocencio Arias



Inocencio Arias est ancien ambassadeur d'Espagne à l'ONU et ancien Président du comité contre le terrorisme du Conseil de sécurité.

« Annan lutte pour l'ONU »

Source : El Periodico

Référence : « Annan lucha por la ONU », par Inocencio Arias, *El Periodico*, 25 mars 2005.

Les prises de positions passées de **John Bolton** à propos de l'ONU démontrent le dédain que les États-Unis portent à une organisation accusée d'être un frein aux justes croisades de Washington. Sous d'autres latitudes, on critique en revanche son incapacité à arrêter les États-Unis ou à affronter les problèmes du tiers-monde. La Guerre d'Irak a cristallisé ces critiques et le scandale du programme « **pétrole contre nourriture** » a approfondi la crise. **Kofi Annan** a compris que dans ces conditions, il fallait réformer l'ONU pour la renforcer.

Annan part du principe que l'objectif de l'ONU n'est pas seulement la paix mais aussi les Droits de l'homme, la justice et le développement et que ces éléments sont liés. Il tire de cette analyse une série de propositions variées. Il reste timide sur la possibilité d'avoir recours à la force mais il est ferme sur l'exigence faite aux pays riches de monter leur aide au développement à 0,7 % du PIB, un chiffre qui n'est atteint qu'en Europe du Nord. L'administration Bush doit par contre apprécier la création d'un fonds pour la démocratie, une demande de renforcement de la lutte contre la prolifération nucléaire ou sa condamnation du terrorisme, défini comme l'attaque contre des civils ou des organisations non-combattantes.

Il conclut avec deux points important : la réforme de la Commission des Droits de l'homme et celle du Conseil de sécurité de l'ONU. Pour devenir membre de la Commission des Droits de l'homme, il faudra désormais deux tiers des voix de l'Assemblée générale. Cela devrait limiter les arrangements entre États pour en devenir membre et échapper aux critiques. En revanche, concernant le Conseil

de sécurité, il demande une augmentation du nombre de membres permanents pour intégrer des pays dont les continents ne sont pas représentés. Il s'agit d'une réforme qui n'intéresse pas l'Espagne, pays qui ne pourrait pas y prétendre et resterait définitivement à un échelon inférieur.

David B. Rivkin, Lee A. Casey

David Rivkin est avocat au cabinet Baker & Hostetler à Washington. Il a été membre du département de la Justice sous les administrations Reagan et Bush père.

Lee Casey est avocat au cabinet Baker & Hostetler à Washington. Il a été membre du département de la Justice sous les administrations Reagan et Bush père.

« Le plan Annan serait un suicide pour les nations »

Source : Los Angeles Times

Référence : « Annan's Plan Would Be Suicide for Nations », par David B. Rivkin Jr. et Lee A. Casey, *Los Angeles Times*, 31 mars 2005.

L'ONU va bientôt célébrer son soixantième anniversaire, alors que son avenir n'a jamais paru aussi incertain. L'organisation est en effet cernée par les scandales autour du programme « pétrole contre nourriture », de la corruption du fils de Kofi Annan et des actes criminels commis par ses employés en Afrique ou dans les Balkans. Toutefois, son incapacité à remplir sa principale mission, qui est d'assurer la sécurité internationale, aussi bien durant la Guerre froide que dans les années qui ont suivi, est tout aussi inquiétante. Cet élément a été souligné au début du mois par Kofi Annan, qui a proposé une série de réformes visant à faire de l'ONU une structure plus performante.

Toutefois, le problème fondamental de ce plan est qu'il laisse au Conseil de sécurité de l'ONU la légitimité de décider ou non d'une action militaire face à une menace préoccupante mais pas « imminente ». Cette proposition ne découle pas nécessairement de la Charte de l'ONU comme on l'entend parfois. Cette charte prévoit en effet une interdiction de l'usage de la force dans le but de conquérir ou coloniser un territoire mais dans les autres cas, elle laisse aux États le droit de se défendre sans que la menace ait spécifiquement à être imminente. Aujourd'hui, il n'y a pas de consensus sur la légitimité d'une attaque face à une menace. En fait, il y a rarement eu consensus sur l'usage de la force. Dans le monde de l'après 11 septembre, attendre l'avis d'autres nations pour décider d'utiliser la force est suicidaire. En faisant la distinction entre la façon dont il faut réagir face aux atrocités commises par un gouvernement et la façon de réagir face à une menace, Kofi Annan montre sa faveur pour les interventions humanitaires au détriment de l'usage de la force défensif. Le problème, c'est que les pays ne s'entendent pas entre eux sur les menaces. Les États-Unis voient le terrorisme islamistes très différemment de leurs alliés, car ils en sont la principale cible.

Laisser à l'ONU la primauté dont il dispose est une menace pour les citoyens. L'ONU doit être un forum de discussion, pas un arbitre international.

Paul Wolfowitz



Ancien ambassadeur en Indonésie à l'époque des massacres au Timor, Paul Wolfowitz est vice secrétaire à la Défense états-unien et auteur de la doctrine des frappes préventives. Il a été membre du Project for the New American Century et ancien administrateur du Washington Institute for Near East Policy. Il est pressenti pour occuper la présidence de la Banque mondiale.

« Des choses importantes à faire »

Source : Washington Post

Référence : « 'Important Things' to Do », par Paul Wolfowitz, *Washington Post*, 27 mars 2005. Ce texte est adapté d'une interview.

Je veux dire aux Européens pourquoi je serai un bon président pour la **Banque mondiale**, mais je veux aussi les écouter et tenir compte de leur point de vue. Je crois sincèrement à la mission de la **Banque mondiale** et je pense avoir les capacités pour combattre la pauvreté. La présidence de la Banque est un défi qui me passionne. C'est un travail incroyablement important, **Jim Wolfensohn** l'a démontré. Je pense que dans les objectifs affichés par **George W. Bush**, c'est à dire la promotion de la liberté et de la démocratie, il y a un volet politique et un volet économique. Cela ne veut pas dire que je vais utiliser mon poste pour favoriser les objectifs de l'administration Bush, mais je pense que lorsqu'on a réduit la pauvreté et fait la promotion du développement économique, il devient plus facile pour les peuples d'accéder à la liberté.

Je pense que les différences entre ma présidence et celle de **Jim Wolfensohn** seront moins nombreuses que les similitudes et je compte poursuivre sa politique de décentralisation. Les Européens ont fait part de leur préoccupation concernant ma nomination mais ils l'ont fait de façon constructive et je saurai m'entourer de leurs représentants les plus efficaces. Certains ont vu dans ma nomination après celle de **John Bolton** une offensive de l'administration Bush dans les institutions internationales, mais il s'agit là d'une mauvaise lecture de la politique états-unienne. Ces nominations n'ont rien à voir : **John Bolton** sera le représentant de l'administration Bush à l'ONU, mais moi je serai un fonctionnaire international devant répondre de mes actions devant tous les pays membres. Il ne faut donc pas lier ces deux nominations.

Concernant le Moyen-Orient, il y a beaucoup à faire, mais la situation au Liban et en Irak montre que la liberté est une force mobilisatrice puissante. Nous avons commis des erreurs en Irak, mais il est faux de dire que nous n'avions pas prévu les conséquences de la guerre. C'est simplement que la construction d'un nouvel Irak est un exercice difficile après 35 ans de dictature brutale.

Voltaire

Voltaire est le magazine quotidien d'analyses internationales de l'association « Réseau Voltaire pour la liberté d'expression » qui en détermine la ligne éditoriale. *Voltaire* est publié par les Éditions

Thomas Paine, 8, rue Auguste-Blanqui, 93200 Saint-Denis, France (SARL de presse 448 286 203 RCS Bobigny).

Directeur de la publication : Thierry Meyssan.

ISSN 1762-5157. Dépôt légal à parution. *Voltaire* est publié 200 fois par an et distribué à ses abonnés par courrier électronique au format PDF.

Prix au numéro (AlloPass) : Allemagne 1,85 €, Belgique 1,12 € ; Canada 3 \$; Espagne 1,09 € ; France 0,56 € ; Hong-Kong 1 \$; Luxembourg 2,23 € ; Nouvelle-Zélande 2,99 \$; Pays-Bas, 1,15 € ; Royaume-Uni 1,5 £ ; Suisse 2,5 FS.

Abonnements

trimestriel : particuliers 20 €, institutions et sociétés 50 €.

annuel : particuliers 72 €, institutions et sociétés 180 €.

Paiement électronique sécurisé : www.reseauvoltaire.net/abonnement.php .